GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ABONNEMENT :

Trois Mois, 18 Francs.
Six Mois, 36 Francs.
L'Année, 72 Francs.

BUREAUX :

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris, 8

(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

TRAVAUX LÉGISLATIFS. — *Projet de loi sur les brevets d'invention.*
REFORME POSTALE. — PÉTITIONS.
**BUDGET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.
JUSTICE CIVILE. — *Cour royale de Paris* (audience solennelle) : Désaveu de paternité et demande en séparation de corps; intervention de la mère; demande en nullité de la procédure. — *Tribunal civil de la Seine* (1^{er} ch.) : M. Ridel, commissaire-priseur, contre la chambre des commissaires-priseurs; demande en nullité de délibération; pouvoirs et compétence des chambres de discipline; concurrence entre deux commissaires-priseurs.
JUSTICE CRIMINELLE. — *Cour d'assises de la Seine* : Blessures ayant occasionné la mort; allocution de M. le président; condamnation.
JUSTICE ADMINISTRATIVE. — *Conseil d'Etat* : Le duc d'Anmale contre le Trésor public; condamnation à 5,198,481 francs 66 centimes; Réclamation; domaines engagés; questions de compétence; souvenirs historiques; le Grand Condé.
QUESTIONS DIVERSES.
NOMINATIONS JUDICIAIRES.
CHRONIQUE. — *Paris* : Conférence des avocats. — Distribution d'imprimés dans Paris; transport illicite de dépêches. — Vol d'une montre. — Vol de livres. — Exposition publique. — Vols parés et masqués.**

TRAVAUX LÉGISLATIFS.

PROJET DE LOI SUR LES BREVETS D'INVENTION.

Chambre des Pairs. — Séance du 25 mars.

La question soulevée sur l'article 3 du projet par l'amendement de la Commission avait été posée hier d'une manière fort nette. En demandant de déclarer non susceptibles d'être brevetés les inventions contraires aux lois, aux bonnes mœurs ou à la sûreté publique, ainsi que les compositions pharmaceutiques et remèdes spécifiques, la Commission entendait formellement attribuer à l'administration, et par appel au Conseil d'Etat, le droit d'apprécier, au moyen d'un examen préalable, la légalité et le caractère de l'invention formant l'objet de la demande. C'est sous ce point de vue que M. le ministre du commerce et M. Persil avaient énergiquement repoussé l'amendement comme peu en harmonie avec les principes qui de tout temps ont régi la matière des brevets d'invention, comme portant en outre une sérieuse atteinte à la nature des juridictions.

Aujourd'hui la discussion s'est de nouveau engagée sur ce point, mais sans conserver toujours ce caractère de précision et de clarté qui seul pouvait en abrégier la durée et amener un résultat parfaitement logique. Plusieurs orateurs ont successivement pris la parole, soit pour, soit contre l'amendement; mais chacun attribuait à cet amendement une signification et une portée différentes. Les uns l'acceptaient tel que la Commission le proposait; d'autres, M. Laplagne-Barris, par exemple, sans le repousser précisément, n'y voulaient voir qu'un enseignement moral, destiné à décourager certains inventeurs, mais en le dégageant de l'idée d'un examen préalable par l'administration. En d'autres termes, et si nous avons bien saisi le sens des réserves exprimées par l'honorable pair, s'ensuivrait qu'on aurait dû, après avoir posé le principe écrit dans l'amendement, laisser son libre cours à l'obtention du brevet, mais pour saisir immédiatement le ministère public de l'action en nullité ou déchéance. D'un autre côté, quelques membres se demandaient si le jugement solennel porté par le Conseil d'Etat sur la légalité ou la nature brevetable d'une invention, enchaînerait l'action du ministère public; et ils signalaient ce qu'il y aurait de grave à mettre ainsi l'autorité administrative aux prises avec l'autorité judiciaire sur des questions de cette importance. D'autres enfin se préoccupant fort peu de la question d'attribution de juridiction, ne s'attachaient qu'à un seul point, à savoir, la dignité gouvernementale compromise par la signature d'un brevet portant sur une invention illicite ou contraire aux mœurs.

De ce conflit d'appréciations si diverses est résultée une confusion que le vote de l'article n'a pas fait disparaître complètement. La Chambre en effet, après une épreuve douteuse, a rejeté à une faible majorité la première partie de l'amendement, et accueilli la seconde. C'est donc uniquement pour les compositions pharmaceutiques et les remèdes spécifiques que l'invention a été déclarée non brevetable. Mais la chambre a-t-elle ainsi prononcé avec la pensée d'avoir ultérieurement égard aux réserves de M. Laplagne-Barris quant à la question d'examen préalable? A-t-elle au contraire entendu adopter à l'avance le principe de l'attribution souveraine à l'Administration et au Conseil d'Etat du point de savoir si l'invention proposée porte ou non sur un remède spécifique, ou une composition pharmaceutique? C'est ce qui peut rester douteux pour beaucoup de gens, pour M. Laplagne-Barris tout le premier, qui, en accueillant la seconde partie de l'amendement, n'a sans doute pas entendu renier les considérations fort sages qu'il avait émises sur le danger de l'examen préalable et arbitraire de l'Administration. Il ne serait donc pas étonnant que la question se représentât plus tard. — Et cependant, nous devons le dire, il nous semble que la Chambre, par la distinction même qu'elle a faite entre les deux paragraphes, a voulu prouver que le système de la Commission ne lui paraissait pas présenter, quant au second, le même degré d'inconvénients que pour le premier, et que dès lors elle pouvait l'adopter.

Sans partager à cet égard l'avis qui a prévalu, et tout en regrettant que les principes soutenus par le gouvernement n'aient pas été maintenus dans toute leur rigueur, nous devons cependant reconnaître tout ce qu'il y a de puissant dans les considérations qui ont déterminé le vote de la Chambre. Tous les orateurs, partisans ou adversaires de l'amendement, se sont élevés avec force contre les progrès incessants du charlatanisme.

Sans doute, disaient MM. Laplagne-Barris et Thénard,

un brevet n'est pas en réalité une approbation du procédé pour lequel il est accordé; il ne garantit pas le mérite de l'invention elle-même; mais croit-on que les mots : *Brevet du gouvernement, autorisé par ordonnance royale*, mis en haut de l'annonce d'un remède, ne soient pas de nature à faire bien des dupes, et un moyen d'arriver, presque d'une manière certaine, à exercer sur la bourse du pauvre, de l'ignorant, de honneux prélèvements? Pourquoi d'ailleurs, ajoutait M. Barthe, breveter tels ou tels remèdes, c'est-à-dire accorder le droit exclusif de les débiter, puisque le décret de 1810 prohibe formellement, à l'égard des remèdes, le droit exclusif du débit?

Il y avait assurément du vrai dans l'observation de M. Barthe, mais l'honorable orateur perdait de vue qu'il s'agissait bien moins de savoir si un remède ou une composition pharmaceutique pouvait être breveté, que de savoir comment et par quelles voies légales devraient être constatés la nature et le caractère de l'invention.

Pour nous, comme l'a dit M. Laplagne-Barris, il nous semble que le système qui, après avoir posé le principe écrit dans la rédaction de la Commission, aurait ouvert au ministère public, une fois le brevet obtenu, une action directe et d'urgence pour le faire annuler, aurait réuni le double avantage de laisser à la juridiction ordinaire une appréciation qui lui revient de droit, et d'opposer sans retard une digue insurmontable à l'exploitation abusive d'un brevet vicieux dans sa cause et dans son principe.

Au surplus, M. le ministre du commerce a annoncé que les Chambres seraient, dans le cours de la session, saisies d'une loi sur la police de la pharmacie, et que les questions relatives aux abus du charlatanisme, questions qui depuis longtemps ont soulevé de la part de l'Académie de médecine de si vives réclamations, y seraient sérieusement examinées. Nous espérons que M. le ministre ne tardera pas à réaliser sa promesse.

L'article 4, qui fixe à cinq, dix ou quinze ans la durée des brevets, et en soumet l'obtention à une taxe de 500, 1,000, ou 1,500 francs, a été voté sans discussion. Cette disposition, qui n'est que la reproduction d'un principe en vigueur dans toutes les législations, avait été auprès de la Commission l'objet de réclamations assez vives. Il y a des gens qui ne comprennent pas bien la différence que la loi établit entre la propriété littéraire et la propriété industrielle, et qui demandent pourquoi le droit de l'inventeur ne serait pas, comme celui de l'auteur, constitué viagèrement, et même au-delà; pourquoi, en outre, tandis que l'auteur est admis à jouir de sa propriété sans être passible d'aucune rétribution, l'inventeur ne peut jouir du même droit qu'à la charge de payer un impôt.

La raison de cette différence est dans le caractère distinctif de chacune de ces deux propriétés. Sans doute elles sont l'une et l'autre le produit de l'intelligence et du travail; mais si l'on remarque que du côté de l'auteur il y a en quelque sorte création complète; que l'inventeur, au contraire, profitant de toutes les connaissances répandues avant lui dans les arts industriels, applique bien plus qu'il ne crée, trouve plutôt qu'il n'invente; si l'on remarque en outre que le droit accordé à l'inventeur constitue nécessairement à son profit un temps d'arrêt pour l'industrie, on cessera de s'étonner que, dans l'intérêt général, la loi ait cru devoir apporter des limites à la durée d'un pareil droit, tout légitime qu'il puisse être. Quant à la taxe, il n'a jamais été ni qu'il dût en être perçu une sur l'obtention des brevets d'invention; et cela est bien moins à titre de compensation de ce qu'on appelle à tort « *privilège d'exploitation exclusive* », que comme moyen de rendre les demandes de brevets plus sérieuses et d'écartier ainsi une grande partie de ces rêveries ridicules pour lesquelles on ne manquerait pas de demander chaque jour les honneurs et les avantages d'un brevet.

Après le vote des articles 5 et 6, qui ne contiennent que des dispositions réglementaires sur la forme des demandes de brevets, mais sans rien innover au fond à la loi de 1791, la Chambre s'est ajournée à lundi.

REFORME POSTALE. — PÉTITIONS.

Un nombre des pétitions rapportées aujourd'hui à la Chambre des députés, se sont trouvées celles relatives à la réforme postale.

M. Mermilliod a fait le rapport de ces pétitions, qui demandaient :

- 1^o La réduction du port des lettres à un taux modique et uniforme;
- 2^o La suppression du décime rural;
- 3^o La réduction du port de la correspondance adressée d'Algérie par nos soldats et marins à leurs familles;
- 4^o La réduction à 2 0/0 du droit de 5 0/0 sur les articles d'argent déposés à la poste;
- 5^o La réduction des ports de lettres entre l'Angleterre et la France;
- 6^o La cessation du retard de douze heures que subissent à Paris les lettres arrivées des départements le matin, et qui ne partent qu'à six heures du soir.

Dans un travail approfondi, M. Mermilliod a traité les diverses questions soulevées par ces pétitions; et au nom de la Commission il a proposé le renvoi des pétitions à M. le ministre des finances et à la Commission du budget, en ce qui touche la réduction à un taux uniforme du port des lettres dans l'intérieur, la suppression du décime rural, la réduction en tout cas du port de la correspondance adressée par nos marins et soldats d'Algérie à leurs familles; enfin la réduction à 2 1/2 du droit actuel sur les dépôts; et l'ordre du jour sur les surplus des réclamations.

La Chambre, après avoir entendu M. le ministre des finances, renvoie les quatre premières parties des pétitions au ministre des finances, renvoie en outre la troisième et la quatrième à la Commission du budget, et passe à l'ordre du jour sur les deux dernières.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Nous avons dit, lors de la présentation du budget de 1844 à la Chambre des députés, que M. le garde-des-sceaux réclamait une augmentation de 607,025 francs,

dont 400,000 applicables aux frais de justice criminelle, et dont l'excédant était destiné à pourvoir à l'élevation de classe de plusieurs Cours et Tribunaux, et à l'augmentation de traitement des commis-greffiers.

La majorité de la Commission du budget a pensé qu'il n'y avait pas lieu, dans l'état actuel des finances, d'accorder l'augmentation demandée par M. le garde-des-sceaux pour l'élevation de classe des Cours et Tribunaux désignés, et pour l'augmentation de traitement des commis-greffiers.

Tout en reconnaissant que l'élevation de classe sollicitée par M. le garde-des-sceaux était justifiée par l'accroissement des travaux de plusieurs ressorts judiciaires, nous ne pouvons qu'approuver les conclusions proposées par la majorité de la Commission.

Il est évident que la classification actuelle des Cours, et surtout des Tribunaux, n'est plus en rapport avec le mouvement de la population et les nécessités du service. Les travaux des uns ont diminué, tandis que ceux des autres, placés cependant dans une classe inférieure, se sont considérablement accrues. Il serait donc important de rétablir dans la classification un équilibre nécessaire à la bonne administration de la justice et à l'équitable répartition des traitements. Mais ce n'est pas seulement par l'élevation de certains sièges que ce résultat peut être atteint, c'est aussi par l'abaissement de certains autres. Or, ce n'est pas là ce qu'on propose; d'où il suit que des charges nouvelles, sans compensation, seraient apportées au budget. C'est ce que la Commission a fort sagement compris. Sa décision, sur ce point, paraît même devoir exercer quelque influence sur le sort du projet de loi relatif à l'augmentation du personnel de la Cour royale de Paris. Aussi la discussion de ce projet ne s'engagerait, dit-on, qu'après la discussion du budget.

Quant à l'augmentation demandée par M. le garde-des-sceaux pour le traitement des commis-greffiers, elle est également repoussée. Nous comprenons les motifs d'économie qui ont pu dominer le vote de la Commission; mais nous devons regretter qu'une réclamation si juste, et depuis si longtemps appuyée par les magistrats eux-mêmes, soit encore ajournée, et nous désirons vivement que l'état des finances permette bientôt d'y faire droit.

JUSTICE CIVILE

COUR ROYALE DE PARIS (1^{re} et 3^e ch. réunies)

(Présidence de M. Séguier, premier président.)

Audience solennelle du 25 mars.

DÉSAVEU DE PATERNITÉ ET DEMANDE EN SÉPARATION DE CORPS. — INTERVENTION DE LA MÈRE. — DEMANDE EN NULLITÉ DE LA PROCÉDURE.

A midi et demi la Cour, présidée par M. le premier président Séguier, est entrée en séance. Le public est alors introduit, et les bancs du barreau sont aussitôt envahis par une foule d'avocats en robe et par un public nombreux.

Après l'appel de la cause, M. le premier président s'adressant à M. Léon Duval, lui dit : « Vous savez que l'affaire qui devrait nous occuper ne se présente plus dans l'état où elle était quand elle a été portée devant la Cour. L'enfant qu'il s'agit de désaveuer est mort, et si on ne jugeait plus utile de suivre sur l'action en désaveu, il ne resterait plus que la question de séparation de corps, dont nous ne pouvons pas connaître en audience solennelle.

M. Léon Duval : Cette observation est d'autant plus juste, qu'il y a un article du Code qui dit que la demande en désaveu n'est pas recevable si l'enfant n'est pas né viable. Je ne demande pas mieux que de voir la Cour délibérer de suite sur cette observation. S'il faut plaider l'affaire, je déclare que je suis prêt, j'espère le démontrer à la Cour.

M. Liouville : Délibérer, sur quoi?

M. le premier président : Sur la question de savoir si nous pouvons, malgré le décès de l'enfant, connaître de la double question de désaveu de paternité et de séparation de corps qui nous est soumise. Expliquez-vous, M. Léon Duval.

M. Léon Duval se borne à prendre des conclusions par lesquelles il demande que la Cour déclare qu'il n'y a lieu à statuer sur la demande en désaveu, et renvoie la demande en séparation de corps en audience ordinaire.

M. le premier président : Expliquez-vous, M. Liouville, sauf à votre adversaire à répondre ensuite.

M. Liouville : Voici, Messieurs, dans quelles circonstances nous nous présentons devant vous. Le Tribunal de Chartres nous a admis à la preuve des faits qui doivent faire triompher notre double demande en séparation de corps et en désaveu, et notre adversaire a frappé ce jugement d'appel. Or l'adversaire accepte ce jugement, ou il entend l'attaquer; s'il accepte, qu'il se désiste de son appel, et les choses suivront leur cours; s'il persiste dans son appel, vous restez saisis, et un arrêt seul, émané de vous, peut vous dispenser.

Voici en deux mots les points principaux du procès : Mme Duheume, notre adversaire, est accouchée le 11 juillet 1841, aux îles d'Hyères, d'un enfant dont elle a caché la naissance à son mari, mon client.

M. le premier président : Combien de temps a-t-il vécu ?

M. Liouville : Il a vécu un an; il était né plus que viable. (On rit.) Le mari a fait nommer un tuteur ad hoc pour défendre à la demande en désaveu dans l'intérêt de l'enfant; puis il a présenté une requête dans laquelle il formule deux demandes, l'une sur ce désaveu, l'autre sur la séparation de corps qu'il veut faire prononcer.

Tout cela a été suivi d'un jugement qui a ordonné la double enquête, qui a eu lieu du vivant de l'enfant. Cette enquête a été accueillable pour la mère, décisive sur le sort de l'enfant. Alors la mère est intervenue pour demander la nullité de tout ce qui a été fait. On s'est ravisé plus tard, et Mme Duheume a formé de son côté une demande reconventionnelle en séparation de corps, qui a été, bien entendu, déclarée mal fondée par le Tribunal de Chartres. Cette demande, toutefois, a eu pour résultat de laisser en suspens le premier procès pendant au Tribunal de Chartres, et sur le double appel de Mme Duheume, sa demande en séparation de corps a été distribuée à cette chambre, en audience ordinaire, tandis que la demande du mari, compliquée qu'elle est d'une demande en désaveu, vient, à raison de cette circonstance, en audience solennelle. Il n'y a pas évidemment de disjonction possible. On oppose une fin de non-recevoir; c'est à vous de la juger; car, juges du fond, vous êtes juges de l'exception. Quant à renoncer à ma demande en désaveu, je ne puis le faire, puisqu'elle est la base de ma demande en séparation de corps.

M. Léon Duval : Ce que je désire surtout, c'est d'épargner à la Cour des plaidoiries inutiles. Vous êtes saisis de deux demandes en séparation de corps, dont l'une est, je ne dirai pas compliquée; mais mélangée d'une demande en désaveu. Qu'est-ce qui s'oppose à ce que la Cour déclare oiseuse

cette question de paternité? Elle renverrait alors en audience ordinaire la demande en séparation de corps; on la joindrait à celle de Mme Duheume, et les choses suivraient, sans perte de temps pour la justice, leur cours naturel.

M. l'avocat-général Nouguière pense que l'enfant ayant pu recueillir quelque succession depuis que le procès est engagé, le procès pourrait avoir un intérêt même actuel, au chef de la demande en désaveu. Il estime, en conséquence, qu'il y a lieu de retenir l'affaire en audience solennelle, et de faire plaider au fond.

M. le premier président consulte la Cour, et, sur l'opinion qu'elle manifeste, il donne la parole à M. Léon Duval au soutien de l'appel interjeté par Mme Duheume.

M. Léon Duval : Mlle Octavie DeFrance a été donnée fort jeune en mariage, (elle avait dix-huit ans) à M. Duheume, le 1^{er} mai 1850. M. Duheume était un enfant naturel non reconnu, élevé et doté par M. Caquay, homme immensément riche, ancien député sous la restauration. M. Duheume s'appela Marneur, du nom de sa mère; il avait joint à ce nom celui de Duheume, tiré d'une métrairie qu'il tenait de la générosité de son bienfaiteur. Il entra au service militaire, et devint capitaine au 58^e régiment d'infanterie de ligne; il fut dit qu'il portait à merveille l'épée. Le mariage ne fut pas heureux, et les deux procès en séparation de corps dont vous êtes saisis, et dont je ne dirai rien cependant, le prouvent d'une manière trop certaine. Je dois cependant vous dire un mot des faits principaux qui ont divisé les époux; mais je n'en dirai que ce qui est indispensable à l'intelligence du procès que nous débattons devant vous.

Après quelques années de mariage, le brillant capitaine d'infanterie était devenu capitaine de recrutement à Evreux. Ce fut là qu'il jeta les yeux sur la femme de chambre de sa femme, et que, sous les yeux de cette dernière, il se livra à de nombreuses infidélités. La jeune femme souffrit, demanda des conseils aux personnes les plus honorables et les mieux placées, et voici une lettre timbrée de la poste, antérieure de six années aux procès actuels, qui émane de Mme de Bourbonne, et dans laquelle je lis ce qui suit :

« Il y a aujourd'hui un an, ma bonne Octavie, que j'ai quitté Evreux..... »

« Tu sais, mon enfant, que je t'ai toujours engagée à la patience; je le fais encore aujourd'hui, et je te loue de la conduite que tu tiens envers un homme qui n'inspire plus que le mépris. Le dernier trait me le comble à toute sa conduite..... Prends courage, et Dieu te protégera; il n'abandonne pas ses enfants. Tâche d'éviter un éclat dont le blâme retomberait sur toi. S'il était possible que ton mari sache que tu connais sa conduite, je pense que l'occasion se présenterait où tu pourrais le surprendre, et je crois que cela ne serait pas difficile. Ceci pour le tenir, et avoir un motif pour ne pas le recevoir. »

« Je pense, d'après cela, qu'il doit te laisser en repos; cependant comme il pourrait réclamer ses droits de mari, tu aurais un motif pour le refuser net, et le tenir loin de toi, il serait peut-être un peu sot..... »

« Cette lettre est précieuse, ajoute M. Léon Duval, car elle nous donne une idée de ce qui s'est passé dans les premiers temps de ce mariage. On voit que les conseils que recevait Mme Duheume se bornaient à refuser à son mari la communauté du lit. »

« Voici une seconde lettre, qui montre l'opinion qu'on s'était formée du mari de ma cliente : »

« Deux, le 6 novembre 1857. »
« Ma malheureuse amie, »

« Votre mari méconnaît tous ses devoirs, vos vertus; il souille sa maison; en vérité, sa conduite me révolte, et il me serait aujourd'hui impossible, si je venais à le rencontrer, de lui tendre cette main d'habitude cependant si indulgente..... »

« Tout cela, Messieurs, se passait en 1857. Cependant, soit faiblesse de la part de Mme Duheume, soit par suite des instances et des obsessions de M. Duheume, le conseil donné par Mme de Bourbonne ne fut pas suivi. Mais quelques années après les époux ont senti la nécessité de se séparer de fait et de régler à l'amiable les conditions de cette séparation. Voici l'écrit dans lequel ces conditions ont été consignées..... »

M. Léon Duval, après avoir donné lecture de cet acte, fait sous signatures privées, continue en ces termes :

« Je fais remarquer à la Cour trois choses importantes : La première, c'est le style même et la rédaction de cet écrit, qui fait bien peu d'honneur à M. Duheume, puisqu'il se pose en mari qui veut éviter une demande en séparation en capitulant avec sa femme. »

« La seconde, c'est l'obligation qu'il s'impose de payer annuellement à sa femme une pension de 3,500 fr., en l'autorisant à vivre séparément dans tel domicile qu'elle choisira; et la troisième circonstance, celle sur laquelle j'appelle surtout l'attention des magistrats qui m'écourent, c'est la date du 28 décembre 1840, mentionnée à chaque ligne de cet acte, répétée dans chaque phrase, date à laquelle on fixe la séparation de fait, la cessation de tous rapports entre les époux. Nous verrons plus tard l'intérêt qu'avait Mme Duheume à fixer ce point d'une manière si précise. »

Mme Duheume vint à Paris, et se logea en hôtel garni. Elle demanda des meubles à son mari, qui devait partager avec elle ceux qu'ils possédaient, et il les lui refusa. Sa lettre est du 30 décembre, et je veux en mettre un passage sous vos yeux, afin de vous montrer avec quelle philosophie M. Duheume supportait la séparation qui venait de se faire.

« Evreux, le 30 décembre 1840. »

« Je suis charmé, Octavie, d'apprendre votre heureux voyage; j'attends impatiemment les détails que vous me promettez. Parlez-moi à cœur ouvert, c'est le vrai moyen de gagner le mien. »

« Mme Duheume était toujours en hôtel garni; elle était enceinte quand elle avait quitté son mari, et c'est là le motif de son instance pour faire fixer la date de la séparation. Le moment de la délivrance approchait; elle quitta l'hôtel, fit un voyage en Provence, et mit au monde, le 11 juillet 1841, une fille que M. Duheume veut désaveuer aujourd'hui. »

M. Léon Duval lit l'acte de naissance de cette enfant, qui a été inscrite comme fille des sieur et dame Duheume. « A qui doit être attribuée la paternité? dit M. Léon Duval. Si l'enfant est née à neuf mois, la conception remonte au 11 octobre 1840; à six à sept mois, la conception remonte au 11 décembre, et dans l'un comme dans l'autre cas, elle correspond à une époque où la vie conjugale était parfaitement intime. »

M. Duheume cependant n'admet pas cela. Il est vrai qu'il n'a rompu avec sa femme que le 28 décembre 1840; il ne peut le nier, il l'a signé; mais il est très sûr, parfaitement sûr de ne s'être pas placé vis-à-vis de Mme Duheume dans des conditions qui permettent de lui faire attribuer la paternité qu'il repousse. Il dit cela dans ses écritures en un style étrange, et que je ne puis répéter. De plus, il invoque une absence de quinze jours qu'il aurait faite à la même époque. Il ajoute encore que M. le comte de L... avait loué près d'Evreux un petit jardin et une petite maison tout à fait discrète, où se rendait discrètement aussi Mme Duheume; que M. de L... nommé à un grade supérieur dans le corps de gendarmerie

d'Alger, avait fait une pause à Hyères; qu'il s'appelle Anatole, et que la jeune fille aujourd'hui désavouée s'appelle Anatolie.

Je veux plaider ce procès sérieusement. Je reconnais donc que tout cela est grave, que le petit jardin, la petite maison, les visites qu'il y faisait Mme Duheume, la pause de M. de L... à Hyères, sont prouvés, très bien prouvés, autant qu'on puisse prouver quand on s'abstient d'un contradictoire.

C'est au mois de septembre 1841 que Mme Duheume est revenue à Paris, où elle s'est logée à l'hôtel du Portugal, rue du Mail, n° 8. Son mari n'a pu ignorer, et il n'a pas ignoré ce domicile, car je représente à la Cour une lettre d'un sieur Vatou, agent d'affaires du mari, dans laquelle il signifie à Mme Duheume qu'il a l'ordre formel de ne plus lui payer la pension convenue, et qu'elle avait touchée jusqu'à ce moment avec une régularité qui faisait le plus grand honneur à M. Duheume.

Qu'est-il arrivé cependant? Au mois de janvier 1842, la double demande dont vous êtes saisis a été lancée. Où a été donnée l'assignation? au parquet du procureur du Roi. Mais encore à quel parquet? à celui de Chartres. Savez-vous pourquoi? M. Duheume est né à Chartres en l'an III, il y a pas mal de temps de cela. Il y est né d'une femme dont la position n'était pas élevée, qui était... enfin elle n'était pas dans une haute position. Il n'y possédait, il n'y a jamais rien possédé.

M. le premier président: Où s'est fait le mariage? M. Léon Duval: A Paris, tout à Paris. Puis il a été capitaine au 58^e de ligne, capitaine de recrutement à Evreux, où il est resté sept ans, à Evreux, où tous les faits du procès se sont accomplis. C'est à Evreux qu'est la petite maison dont mon adversaire vous parlera sans doute avec délices. Il semblerait donc que c'était à Evreux qu'il eût fallu prendre le conseil de famille convoqué pour nommer un tuteur ad hoc à l'enfant dont on voulait désavouer la naissance.

Eh bien! non, c'est à Chartres qu'on trouve une légion d'amis, qui n'ont jamais vu Mme Duheume, et qui n'ont pour ce procès que de l'indifférence. On en compose un conseil dit de famille, dans lequel ne figure aucun parent, et qui nomme le plus indifférent de ses membres, M. Jumentier, pour défendre, dans l'intérêt de l'enfant, à l'action en désaveu.

M. Jumentier n'a qu'un tort dans tout ceci, c'est de ne pas se douter du rôle qu'on lui fait jouer. Il a su, du reste, que tout était parfaitement régulier, que M. Duheume était domicilié à Chartres, et que Mme Duheume n'était domiciliée nulle part.

La procédure s'est donc suivie en sourdine contre Mme Duheume, qui aurait bien pu n'être avertie de ce qui s'était fait, que par le sergent de ville qui serait venu la supplier de se rendre en prison.

L'avocat donne ici lecture du jugement de Chartres, qui reconnaît à M. Duheume le domicile du lieu de sa naissance, et qui déclare d'ailleurs que la compétence du Tribunal n'est pas contestée. Ce jugement admet à la preuve des cinq faits articulés par M. Duheume, et dont l'un ne manque pas d'une certaine originalité, car il consiste dans cette circonstance que M. de L... aurait été introduit et nourri clandestinement dans la chambre de Mme Duheume.

M. Léon Duval discute ensuite les motifs de ce jugement. Sur le domicile du mari, il fait remarquer que s'il est né à Chartres, il n'y a jamais résidé; que ses fonctions de capitaine de recrutement, bien que temporaires, lui avaient attribué à Evreux, où il est resté sept ans, un domicile de fait. Quant au domicile de la femme, il établit que le mari savait qu'elle habitait la rue du Mail; que d'ailleurs c'était le cas de remettre l'assignation conformément à l'article 68 du Code de procédure, et non pas conformément à l'article 69. Il fallait, ajoute M. Léon Duval, l'assigner au domicile où l'agent d'affaires Vatou lui écrivait...

M. Liouville: Oui, à une date que vous ne citez pas exactement.

M. Léon Duval: Comment! la date n'est pas exacte? M. Liouville: Exacte à une année près; on vous a trompé sur cette date.

M. Léon Duval: Qu'importe 1841 ou 1842? Il fallait assigner au dernier domicile connu, et vous avez connu celui-là. Et puis que l'assignation n'en fournit l'occasion, je vous invite à montrer les quittances que vous avez de la pension par vous payée. C'est donc en octobre 1842 qu'on a cessé de payer la pension, et cela parce que la procédure était faite. Jusque là on se serait bien gardé de ne pas payer. Mme Duheume serait allée à son mari; elle aurait réclamé, elle aurait éventé le procès, et son mari, pour éviter cela, aurait plutôt payé deux fois.

Sur le fond du débat, j'ai peu de chose à dire. On parlera d'impossibilité physique de cohabitation à l'époque de la conception; j'ai déjà répondu par des dates précises: cette impossibilité n'existe donc pas.

On parlera d'adultère, de recel de la naissance! Mais pour qu'il y ait recel, il faut que le mari ait ignoré la grossesse, que la femme soit accouchée sous un faux nom, qu'elle ait aussi caché le nom du mari. Or, l'acte de naissance fait disparaître les deux premières circonstances; et, quant à la première, voici qui démontre que M. Duheume a parfaitement connu la grossesse de sa femme:

Evreux, 8 janvier 1841.

Madame, Je réponds à votre lettre du 10 décembre 1840, que vous m'avez adressée de Paris par les Messageries royales.

Vous menacez, tandis que mieux inspiré vous devriez demander pardon. Placez votre main sur le cœur et l'autre sur le ventre; l'une vous dira que vous brûlez d'un amour adultère, et l'autre vous répondra: C'est vrai, parce que déjà vous sentez les mouvements d'un être qui cependant n'est pas le produit de votre mari...

Voilà, Messieurs, dans quels termes M. Duheume déclarait à sa femme qu'il connaissait sa grossesse. La lettre est capitale au procès; aussi en ai-je exigé l'enregistrement et le timbre. Elle contient encore autre chose:

Si vous avez oublié vos devoirs, je n'ai pas oublié les miens. Ici mon rôle change: après une confiance aussi indignement trompée, je reprends tous mes droits, et le Code à la main, je vous impose ses loix parce que je veux défendre les droits de mon enfant... Apprenez pour votre gouverne que la loi inflige deux années de réclusion à la femme adultère, et certes, dans l'état où vous êtes, il ne sera que trop facile de trouver des preuves.

Signé DUHEUME.

Voilà ce qui menace Mme Duheume: deux années de réclusion. Si jamais la nullité d'une procédure vous a été demandée dans des circonstances graves, c'est à coup sûr aujourd'hui. En présence du châtiment qui attend Mme Duheume, si elle est coupable, vous n'hésitez pas à reconnaître que sa présence était indispensable, et que c'était bien la moindre des choses qu'elle fût appelée régulièrement devant ses juges. M. Duheume d'ailleurs n'y perd rien; si la notoriété qu'il invoque existe réellement, il la retrouvera toujours; mais il faut que ceux qui prétendent avoir vu Mme Duheume allant à ses rendez-vous puissent voir sa figure, afin d'affirmer qu'ils ne se sont pas trompés. Je persiste dans mes conclusions.

L'audience est levée, et renvoyée à huitaine pour entendre M. Liouville, avocat de M. Duheume.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^{re} chambre). (Présidence de M. Perrot.)

Audience du 25 mars.

M. RIDEL, COMMISSAIRE PRISEUR, CONTRE LA CHAMBRE DES COMMISSAIRES PRISEURS. — DEMANDE EN NULLITÉ DE DÉLIBÉRATIONS. — POUVOIRS ET COMPÉTENCE DES CHAMBRES DE DISCIPLINE. — CONCURRENCE ENTRE DEUX COMMISSAIRES PRISEURS.

M. Dupin, avocat de M. Ridel, expose ainsi les faits de la cause:

M. Ridel, commissaire-priseur, fut appelé, le 5 juillet 1841, par M. Aumont-Thiéville, notaire, pour procéder à l'inventaire de effets mobiliers, tableaux et objets d'art dépendants de la succession de M. le comte de Perreghaux. L'inventaire auquel il fut immédiatement procédé fut continué par M. Ridel, au château de Gravelle (Seine-et-Oise), et Champigny (Yonne). MM. de Perreghaux avaient pleinement confirmé

le choix fait en leur nom par M. Aumont Thiéville. Au moment de la vente du mobilier, M. Hanonet, commissaire-priseur, se présente chez M. Ridel avec une lettre de M. de Perreghaux aîné, l'autorisant à s'entendre avec M. Ridel pour la vente dont ce dernier avait été chargé. M. de Perreghaux aîné expliquait dans cette lettre à M. Ridel qu'il avait été forcé de céder aux sollicitations de son oncle, mais que M. Ridel n'en restait pas moins son commissaire-priseur, et qu'il entendait le charger seul de la direction de la vente, ajoutant que du moment qu'il n'y avait qu'une question d'honoraires, il priait M. Ridel de ne pas lui refuser d'admettre un second confrère pour la vente du mobilier. M. Ridel dut se tenir satisfait des témoignages de confiance qui lui étaient donnés.

Plus tard, M. Seigneur, commissaire-priseur, écrivait de son côté à M. Ridel pour lui demander quelques explications sur l'adjonction de M. Hanonet; il prétendait que M. Delille, conseil judiciaire de M. Perreghaux jeune, lui avait promis qu'il serait appelé à la vente. M. Ridel communiqua cette lettre à MM. de Perreghaux, qui répondirent qu'ils ne connaissaient pas M. Seigneur, et il n'en fut plus question. On procéda à la vente de la bibliothèque et du mobilier, et M. Ridel reçut le mandat d'indiquer la vente des tableaux pour le mois de décembre. Au moment où M. Ridel se croyait seul en possession d'une affaire qu'il avait seul dirigée, il fut averti que M. Seigneur avait été choisi par M. de Perreghaux jeune pour représenter ce dernier à la vente des tableaux. Le temps pressait. M. Ridel n'hésita pas à indiquer cette vente en mentionnant le nom de son confrère Seigneur comme lui étant adjoint. Peu de jours après, M. Ridel alla trouver M. de Perreghaux jeune, qui, après l'avoir entendu, lui témoigna tous ses regrets de s'être laissé un moment tromper.

Par suite d'une réclamation adressée par M. Hanonet à la chambre des commissaires-priseurs, M. Ridel comparut devant cette chambre. Il déclina la compétence de la chambre, et se retira. La chambre déclara dans cette décision que M. Hanonet ne pouvait plus prétendre à la continuation de la vente. A la date du 5 décembre, la chambre prit une délibération par laquelle elle fut d'avis que la vente devait être faite concurrentement par MM. Ridel et Seigneur, et que les honoraires devaient être partagés. Et la chambre, attendu que M. Ridel, en se refusant à l'arbitrage de la chambre, avait méconnu ses devoirs et manqué à la discipline, prononça contre M. Ridel la peine de l'interdiction de la chambre pendant une année, et déclara que les honoraires de la vente seraient partagés entre MM. Ridel et Seigneur.

M. Dupin soutient que cette décision est empreinte d'une flagrante illégalité, et il en demande l'annulation.

M. Paillet, avocat de M. Seigneur et de la chambre des commissaires-priseurs, signale M. Seigneur comme un des membres les plus anciens et les plus honorables de sa compagnie. Il revient sur les faits, et rappelle les contestations qui ont divisé MM. Perreghaux frères à la suite de la mort de leur père. M. Ridel a été mis dans l'affaire, suivant l'expression de mon adversaire, par un notaire, M. Aumont Thiéville. Quant à M. Seigneur, il a été appelé par la double confiance de M. Perreghaux jeune et de M. Delille, son ancien précepteur, son conseil judiciaire, et aujourd'hui inspecteur des études. M. Seigneur a été indiqué en tête du catalogue et des annonces relatives à la vente des tableaux, comme chargé de procéder à cette vente, concurrentement avec M. Ridel.

M. Paillet soutient qu'il n'y a jamais eu révocation du mandat donné à M. Seigneur par M. Perreghaux jeune.

Le Tribunal, après avoir entendu les conclusions de M. l'avocat du Roi Maynard de Franc,

« En ce qui touche la fin de non-recevoir opposée par la chambre de discipline contre le recours de Ridel,

» Attendu que la délibération prononçant contre Ridel l'interdiction de la chambre pendant un an a été prise dans les termes du règlement qui détermine la compétence des chambres de discipline et les autorise à prononcer la peine disciplinaire dont il s'agit;

» Attendu que les décisions de cette nature sont des mesures de police intérieure et de famille qui ne peuvent être attaquées par la voie d'appel;

» En ce qui touche la délibération de la chambre, qui émet un avis sur la question de concurrence élevée entre Seigneur et Ridel;

» Attendu que cette dernière décision donnée en forme d'avis entraine dans les attributions de la chambre; qu'elle laissait à Ridel la faculté de se pourvoir contre elle s'il n'en acceptait pas les termes, d'où il résulte que la chambre a usé de son droit en exprimant, ainsi qu'elle l'a fait, son opinion à cet égard;

» Au fond, statuant sur les contestations existantes entre Ridel et Seigneur;

» Attendu qu'il est constant que Seigneur a reçu mandat de Perreghaux jeune de concourir avec Ridel à la vente de tableaux;

» Qu'il a été reconnu en cette qualité par Ridel, lequel, en conséquence, l'a fait figurer avec lui, tant sur les affiches et insertions annonçant la vente, que sur le catalogue distribué aux amateurs;

» Qu'il n'est aucunement justifié que Perreghaux jeune ait retiré à Seigneur le mandat qu'il lui avait confié;

» Qu'il y a lieu, dès lors, de maintenir ledit Seigneur dans le droit de concurrence que lui reconnaît sa chambre et qu'il revendique;

» En ce qui touche la délibération du 21 janvier 1842, laquelle ordonne qu'il sera formé opposition à la requête du syndic sur les deniers pouvant revenir à Ridel dans la bourse commune, et l'opposition formée par le syndic par suite de cette délibération;

» Attendu que la chambre n'avait qu'un avis à émettre, et qu'une opposition ne peut résulter légalement que d'un titre exécutoire ou de la permission du juge;

» Par ces motifs, déclare Ridel non-recevable dans son recours contre la délibération de la chambre prononçant contre lui l'interdiction d'entrée de la chambre pendant un an;

» Homologue la délibération de la chambre, laquelle est d'avis du droit de concurrence revendiqué par Seigneur;

» En conséquence, condamne Ridel à payer à ce dernier la moitié des droits de vente perçus par lui, avec les intérêts tels que de droit;

» Déclare nulle la délibération du 21 janvier 1842 et l'opposition qui en a été la suite; fait main-levée de ladite opposition, et condamne Ridel aux dépens envers toutes les parties.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

(Présidence de M. Poultier.)

Audience du 25 mars.

BLESSURES AYANT OCCASIONNÉ LA MORT. — ALLOCATION DE M. LE PRÉSIDENT. — CONdamnATION.

Il est, au centre de l'immense population qui se presse dans Paris et dans la banlieue, une classe d'hommes sans état, faisant tour à tour tous les métiers, voués à des habitudes de violence et de débauche, et qui, toujours prêts à faire appel à la force brutale, terminent à coups de couteau les plus futiles querelles de cabaret. A chaque session de la Cour d'assises, nous voyons de jeunes ouvriers compétre sur le banc des accusés pour y répondre des fatales conséquences de ces rixes déplorables.

Charles Pinchon, âgé de vingt ans, marchand des quatre saisons, est accusé d'avoir, à l'aide d'un couteau, causé la mort du nommé Flandre, ouvrier, sans avoir eu l'intention de la lui donner.

Le 5 décembre dernier, Flandre et Jousier, revenant de la barrière, descendaient le faubourg Saint Denis. Arrivés en face de la prison de Saint-Lazare, ils rencontrèrent les nommés Pinchon et Barron, accompagnés de deux filles publiques. Une injure sale et grossière leur est adressée par l'une d'elles. Flandre ayant répondu à cette femme, Pinchon s'approche, et lui dit: « Tu es un gros mufle! » A cette nouvelle insulte, une lutte s'engage, des coups de poing sont échangés. A l'instant, Flandre tombe frappé d'un coup de couteau dans le bas-ventre, en criant: « A l'assassin! »

Pinchon prend la fuite, tenant à la main l'arme dont

il venait de faire un si funeste usage, et menaçant ceux qui voulaient l'arrêter.

Le malheureux Flandre, après avoir reçu les premiers soins, fut transporté à l'hôpital Saint-Louis, où il mourut le surlendemain des suites de sa blessure. Pinchon était rentré dans son garelle, où il fut rejoint par les deux filles témoins de la querelle; c'est là qu'il fut arrêté.

A l'audience, l'accusé soutient qu'il était en état de légitime défense. Selon lui, avant d'avoir frappé Flandre, il avait reçu de celui-ci une blessure au cou. On remarque, en effet, sur la table des pièces à conviction, à côté des effets ensanglantés de la victime, une chemise tachée de sang qui appartient à Pinchon.

MM. les docteurs Ollivier (d'Angers) et Roger de l'Orne déposent que, d'après la direction de la blessure de Pinchon, il a pu et dû se la faire à lui-même.

Le témoin Barron, camarade de l'accusé, qui avait été arrêté dans les premiers moments, déclare qu'après deux coups de poing portés de part et d'autre, Pinchon seul s'est servi de son couteau et en a frappé Flandre.

L'accusé, se levant vivement, et regardant le témoin d'un oeil menaçant: C'est faux! c'est faux!

M. le président, s'adressant à l'accusé et à l'auditoire: La police s'occupe beaucoup en ce moment de jeunes gens qui, vivant dans un état continu de débauche, fréquentent les cabarets des barrières, et commettent, sous les plus légers prétextes, les plus graves attentats sur les personnes.

C'est à cette classe qu'appartiennent les deux individus dont il vient d'être fait un exemple sanglant. Je ne dis pas cela pour leur assimiler l'accusé qui est assis sur ces bancs, mais pour que l'on sache bien que MM. les jurés et la justice se montrent sévères contre ces attentats, tristes fruits des mauvaises mœurs et d'une violence brutale. En signalant ce fait, je m'adresse non-seulement aux hommes de cette nature, je m'adresse aussi à ceux qui voudraient intimider les témoins qui ont le courage de venir ici dire la vérité. Qu'ils le sachent bien, la justice a l'œil sur eux, elle saura les attendre.

Barron, vous pouvez vous retirer. Soyez sans crainte, vous êtes sous la sauve-garde de la justice.

(Sensation prolongée au fond de l'auditoire.)

M. l'avocat-général Bresson soutient l'accusation.

M. Desmarests présente la défense de l'accusé. Il s'efforce d'établir que Pinchon était en état de légitime défense.

Après le résumé de M. le président Poultier, le jury rend un verdict par lequel Pinchon est déclaré coupable.

En conséquence, la Cour condamne Pinchon à huit ans de travaux forcés.

JUSTICE ADMINISTRATIVE

CONSEIL D'ÉTAT.

Présidence de M. le baron Girod (de l'Ain).

Audience publique des 11 et 25 mars. — Approbation du 22.

LE DUC D'AUMAÛLE CONTRE LE TRÉSOR PUBLIC. — CONDAMNATION A 3,198,481 FR. 66 C. — RÉCLAMATION. — DOMAINES ENGAGÉS. — QUESTIONS DE COMPÉTENCE. — SOUVENIRS HISTORIQUES. — LE GRAND CONDÉ.

L'administrateur des biens personnels de M. le duc d'Aumale s'est pourvu contre une décision du 18 décembre 1839 par laquelle le ministre des finances condamne ce prince à payer, du chef du duc de Bourbon, 3,198,481 francs 66 centimes au Trésor comme engagé des biens du Clermontois, avec intérêts à dater du 25 septembre 1850.

Voici les faits de cet important débat:

Les biens du Clermontois dépendaient au XVII^e siècle du Barrois mouvant et relevaient de la couronne de France.

En 1641, Charles III, duc de Lorraine, en fit l'abandon à Louis XIII, tout en accompagnant, dit-on, cet abandon de protestations énergiques contre la violence qui lui était faite.

Louis XIV, par lettres-patentes de décembre 1648, en fit don à Louis de Bourbon, prince de Condé, en récompense des services et des victoires qui lui ont valu le nom glorieux de Grand Condé. Par cet acte, Louis XIV déclare « céder, quitter, transporter, délaisser dès maintenant et à toujours, les comtés, terres et seigneuries composant le Clermontois, à son cousin le prince de Condé, promettant, en foi et parole de Roi, garantir la présente cession et donation envers tous et contre tous, pour en jouir, lui, ses heirs, successeurs et ayans-cause, comme de chose à eux appartenant en tout droit de propriété. »

Cette dernière clause était motivée sur ce que S. M. déclarait que le Clermontois ne faisait point partie de l'ancien domaine de la couronne, et que n'ayant pas jusqu'alors été compris dans les revenus dont l'état était soumis à la chambre des comptes, ces biens donnés n'étaient pas encore incorporés au domaine de la couronne, ce qui permettait au Roi d'en disposer librement.

Le prince de Condé, par suite de ses dédémés avec Mazarin, quitta la France, et porta à l'Espagne l'appui de son épée, restée jusque là glorieuse. Pendant cette rébellion, les biens du prince furent séquestrés, le Clermontois comme le reste; appuyé par le prince de Condé, le duc de Lorraine contesta l'abandon fait en 1641; mais en 1659, par le traité des Pyrénées qui ramenait la paix entre l'Espagne et la France, le prince de Condé fit sa soumission; l'abandon du Clermontois à la France fut de nouveau confirmé, et le prince, donataire en 1648, fut rétabli dans tous ses droits. Un traité spécial de 1661, entre le duc de Lorraine et Louis XIV, confirma et ratifia toutes ces dispositions, et les lettres-patentes de 1648 furent enregistrées au Parlement de Paris, à la Chambre des comptes et à la Cour des aides, par arrêts de 1660 et 1661.

Depuis lors les domaines composant cette riche dotation restèrent sans conteste en possession de la maison de Condé. En 1784, pour arriver à une perception de droits uniformes, dans le Clermontois et les provinces voisines, Louis XVI proposa au prince de Bourbon-Condé de lui céder les droits exceptionnels qui étaient perçus à son profit dans le Clermontois, et il lui donna en échange un capital de 7,500,000 livres et une rente de 600,000, au capital de 12 millions.

Mais bientôt survint la révolution de 1789; la loi générale des 22 novembre-1^{er} décembre 1790 déclara révocables à perpétuité les donations de biens et droits domaniaux, et avant même, par mesure générale, la révocation, décrétée en 1790, fut convertie en révocation. Le comité des domaines de l'Assemblée constituante fut saisi spécialement de l'examen des largesses faites dans les deux règnes de Louis XIV et Louis XV, et dans son inexorable application des principes, l'Assemblée nationale prononça, par décret des 15 et 27 mars 1791, la révocation de la donation de 1648, et l'échange de 1784; mais l'Assemblée nationale prenant en considération les services rendus à l'Etat par Louis de Bourbon, surnommé le Grand-Condé, décréta: 1^o que la somme de 7 millions 500,000 livres comptés à Louis-Joseph de Bourbon-Condé, lors de l'échange ci-dessus annulé, lui demeurerait en mémoire desdits services.

Le prince de Bourbon-Condé ayant quitté la France vers la fin de 1790, l'exécution du décret de 1791 se confondit contre lui avec celle des lois sur l'émigration.

Malgré toute leur énergie, l'Assemblée législative et la Convention ne purent faire exécuter les lois générales qui révoquaient l'aliénation de tous les domaines engagés; et comme d'ailleurs le Trésor était loin de pouvoir rembourser les finances qui avaient été versées, force fut au Directeur de proposer les mesures transactionnelles qui ont donné lieu à la loi du 14 ventose an VII, aux termes de laquelle tout engagé, en payant le quart de la valeur des biens par lui détenus, en devient propriétaire incommutable; les intérêts courent à dater de l'arrêté de maintenance ou de réintégration en possession prononcé par les administrations centrales de département. L'article 15 faisait réserve de la question relative aux forêts dont l'inaliénabilité avait toujours été interdite, témoin les

prohibitions de l'édit de 1366, article 8, et de l'ordonnance des eaux et forêts, titre XXII, art. 3, et titre XXVII, article 2. Aussi, bientôt un avis du Conseil d'Etat du 5 floréal an XI, approuvé par l'empereur le 12 du même mois, disposa que, pour les futailles, la loi du 14 ventose an VII n'était pas applicable, et que les engagés ne pouvaient en devenir propriétaires qu'en payant la valeur intégrale, outre le quart du fond et des taillis.

Telle était la législation, lorsqu'eut lieu la première restauration.

Une ordonnance du 24 mai 1814, rendue par Louis XVIII avant la promulgation de la Charte, restitua au prince de Bourbon tous les biens lui appartenant qui n'avaient pas été vendus. C'est en exécution de cette ordonnance que les biens dépendant du Clermontois furent remis à ce prince, qui en jouit paisiblement jusqu'en 1827.

Mais alors, en exécution de l'article 116 de la loi du 21 avril 1816, qui assujettissait aux conditions prescrites par la loi du 14 ventose an VII tous les biens domaniaux restitués aux émigrés, l'administration des domaines forma une demande en ce sens relativement aux biens provenant de la donation de 1648, et pour en rester propriétaire incommutable le prince dut souscrire l'engagement de payer le quart de la valeur de ces biens, estimation de 1790, conformément à l'article 14 de la loi du 14 ventose an VII.

Mais dès lors des difficultés s'élevèrent sur l'application aux futailles de l'avis du Conseil d'Etat des 5 et 12 floréal an XIII. La commission primitive consentait à subir cet avis, mais elle fut ratifiée, et cette restriction ne fut pas admise par l'administration des domaines.

Dependant des expertises eurent lieu en 1829 sans porter sur la valeur des coupes de l'ordinaire de l'année. Les choses en étaient là quand survint la révolution de juillet, qui fut bientôt suivie de la mort du dernier des Condé; le duc d'Aumale, l'un des fils du chef de la nouvelle monarchie, était institué légataire, notamment des domaines du Clermontois, et c'est contre l'administration des biens personnels du jeune prince qu'on dut suaire l'exécution de la loi du 14 ventose an VII.

Par arrêté du 23 septembre 1850, le préfet de la Meuse fixa à 4,559,401 fr. 85 c. la somme à payer par l'engagiste, savoir: 979,796 fr. 40 c. pour le quart de la valeur du fond et des taillis valeur de 1790 et 3,559,605 fr. 75 c. pour la valeur entière de la futaille; déduction faite de 1,762,952 fr. 72 c., montant des droits immobiliers des diverses communes sur les bois du Clermontois. Le préfet fixe comme point de départ des intérêts à payer par l'engagiste, l'approbation du ministre des finances, auquel son arrêté devait être soumis. Mais cet arrêté a été modifié par décision ministérielle du 18 décembre 1850, qui fixe à 3,198,481 fr. 66 c. les sommes à payer à l'Etat, savoir: pour le quart de la valeur du fond et des taillis, 1,072,183 fr. 65 c.; et pour la valeur de la totalité de la futaille, 4,126,298 fr. 03 c.

Dans cette dernière somme est compris le prix de vingt-deux coupes de l'ordinaire de 1829, et l'on ne déduit que 990,566 fr. 60 c. pour droits d'usage exercés par les communes.

Cette décision a été notifiée le 7 janvier 1840 à M. Borel de Brétzel, administrateur des droits et biens personnels de S. A. R. le duc d'Aumale, et le 31 mars suivant a été formé le pourvoi qui attaque l'arrêté du ministre des finances devant le Roi en son Conseil d'Etat.

M. Boulay (de la Meurthe), conseiller d'Etat, a fait le rapport de cette importante affaire. Après un exposé succinct des faits de la cause, M. le rapporteur expose avec méthode et brièveté les divers points de la discussion, et malgré toute sa concision la lecture de ce rapport n'a pas duré moins d'une heure et demie.

Le pourvoi a porté sur quatre chefs principaux:

1^o Le premier chef est relatif à la question de savoir si le prince doit payer la totalité de la valeur de la futaille, ou s'il n'en doit que le quart. C'est une différence de plus de trois millions.

Subsidiairement, on soutient que c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de résoudre la difficulté.

2^o Un second chef de demande moins important consiste à savoir si les coupes de 1829, faites après la soumission faite en 1828, en qualité d'engagiste, doivent être comprises dans l'estimation. Déjà un quart du prix de ces coupes a été versé dans les caisses de l'Etat; il s'agit de savoir si les trois autres quarts, montant à 179,614 francs 28 centimes, doivent y être versés.

On soutient, dans l'intérêt du duc d'Aumale, que son auteur a fait les fruits siens.

On soutient subsidiairement que ce serait encore là une question de propriété de la juridiction des Tribunaux civils.

3^o Un troisième chef est relatif aux déductions qu'il convient d'opérer en raison des droits appartenant aux communes voisines des forêts de Dieulet et de Wœvre.

Depuis les estimations faites en 1829, des jugemens et arrêts ont réduit à de simples droits d'usage les prétentions des communes qui se disaient copropriétaires des forêts, et des déductions, en raison de droits de propriété, montant à plus de 700,000 francs, doivent être rejetées; cela est reconnu par tout le monde.

D'autres droits, au contraire, ont été omis dans les estimations, et il y a lieu de procéder à des expertises nouvelles sur ce point. Cependant le ministre refuse d'admettre en déduction sur la valeur de la forêt de Dieulet un droit de pâturage et un droit de chasse qu'il considère comme illégalement établis, ce qui fait une différence d'environ 100,000 fr.

4^o Un quatrième et dernier chef est relatif à la question de savoir à partir de quel moment partent les intérêts des sommes dues par l'engagiste. Est-ce depuis la décision du ministre des finances, du 18 décembre 1850, ou bien est-ce à partir de l'arrêté du préfet de la Meuse, du 23 septembre 1850? Cette question, à elle seule, roule sur plusieurs millions.

M. Damesnil, avocat de S. A. R. le duc d'Aumale, a repris et développé les divers chefs de demande.

M. Cornudet, maître des requêtes remplissant les fonctions de ministre public, a adopté et défendu l'opinion de M. le ministre des finances sur les deux premiers chefs de la demande, ainsi que sur le troisième chef. Cependant il a pensé que c'était à tort que le ministre repoussait, en ce qui touche la forêt de Dieulet, la déduction du droit de pâturage évalué à 100,000 francs environ, tandis qu'il l'admet pour la forêt de Wœvre.

L'organe du ministère public établit que le prix de la soumission et les intérêts sont dus que du jour où l'engagiste devient propriétaire incommutable, et que si sous l'empire de la loi du 14 ventose an VII l'arrêté de maintenance en jouissance des administrations centrales de département pouvait avoir cet effet, il n'en est pas de même des arrêts purement provisoires rendus de nos jours par les préfets.

Conformément aux conclusions du ministre public est intervenue une décision, dont, à raison de sa longueur, nous ne pouvons donner qu'une analyse.

Sur le premier chef de demande, tendant à ne payer que le quart, et non la totalité, de la valeur des futailles, ou subsidiairement au renvoi devant l'autorité judiciaire: — Le Conseil d'Etat décide que dès qu'on est reconnu engagiste on doit la valeur intégrale des futailles qui aux termes de l'ancien droit public français n'ont jamais pu faire partie d'engagemens, et que la compétence est administrative, aux termes des articles 19 et 20 de la loi du 14 ventose an VII.

Sur le deuxième chef relatif aux coupes de l'ordinaire de 1829 qu'on prétend au fond exempter de l'application de la loi de l'an VII, ou dont on demande le renvoi à l'autorité judiciaire: — Le Conseil, en retenant la connaissance du débat, comme question de liquidation de domaines vendus, décide que si ces coupes n'

CHRONIQUE

PARIS, 25 MARS.

de chose jugée, sauf aux parties à débattre à nouveau sur quelle espèce de bois ces déductions seront opérées.

Relativement au droit de chasse en commun dont on demande la déduction au nom du prince, le Conseil rejette cette prétention, aucun droit de cette espèce n'existant au profit des communes.

Relativement au droit de pâturage : Sur la forêt de Dieuleit, le Conseil le considère comme établi en faveur des communes, et l'évalue à 90,000 francs, dont il admet la déduction, au lieu de 46,000 francs.

Sur la forêt de Woèvre, le Conseil admet la déduction de 120,600 francs, au lieu de 27,577 francs seulement admis par la décision attaquée, dont l'erreur est reconnue par le ministre des finances lui-même.

Sur la quatrième et dernière forêt, relatif aux intérêts (question qui a été seule soulevée par les trois millions), le Conseil estime que, d'après l'organisation actuelle, la décision du préfet n'étant que provisoire (le ministre des finances pouvant modifier à son gré l'arrêté préfectoral), c'est à dater seulement de la décision ministérielle que les intérêts sont dus.

En conséquence, les mesures suivantes sont prises par le ministre des finances : Art. 1er. La décision de notre ministre des finances, en date du 18 décembre 1839, est réformée.

Dans la disposition par laquelle notre ministre a refusé de déduire de la liquidation des sommes mises à la charge de notre bien-aimé fils le duc d'Aumale la valeur du droit de pâturage exercé par les communes usagères dans la forêt de Dieuleit ;

Dans la disposition par laquelle notre ministre n'a déduit la valeur du même droit, exercé par les communes usagères dans la forêt de Woèvre, que jusqu'à concurrence de 27,577 fr.

Il sera fait déduction dans ladite liquidation : De la somme de 90,000 francs pour la valeur du droit de pâturage dans la forêt de Dieuleit ;

De celle de 120,600 francs pour la valeur du même droit dans celle de Woèvre.

Art. 5. Il est donné acte à notre ministre des finances, au nom de l'Etat, et à l'administrateur chargé de toutes les actions relatives aux biens personnels de notre bien-aimé fils le duc d'Aumale, en ladite qualité, de ce que notre dit ministre consent la déduction sur le principal et sur les intérêts des sommes qui seront fixées par experts pour l'évaluation des droits de maronnage, de païsson et glandée exercé par les communes usagères, dans les forêts de Dieuleit et de Woèvre ;

Art. 4. Les intérêts des sommes qui seront mises à la charge de notre bien-aimé fils le duc d'Aumale, courent à compter du 18 décembre 1839, date de la décision de notre ministre des finances.

Art. 5. L'administrateur de toutes les actions relatives aux biens personnels de notre bien-aimé fils le duc d'Aumale, est renvoyé devant notre ministre des finances pour y faire déterminer, conformément à la présente ordonnance, le montant des sommes dues à l'Etat par notre bien-aimé fils.

Art. 6. Le pourvoi dudit administrateur est rejeté dans le surplus de ses conclusions.

QUESTIONS DIVERSES.

Frais d'avoué. — Taux. — Compétence. — C'est au Tribunal devant lequel les frais ont été faits qu'il appartient de connaître d'une demande de taxe des frais, formée par la partie qui prétend avoir été trompée par son avoué lorsqu'elle les a acquittés.

(Cour royale de Paris (1re chambre), présidence de M. le premier président Séguier, audiences des 18 et 23 mars. — Rose, app. contre femme Morel : plaid. M. Desmarest et Bouchet ; concl. conf. de M. l'avocat-général Nougier. — Arrêt confirmatif d'un jugement du Tribunal de première instance de Dreux, du 2 mars 1842.)

Promesse de bail. — Acte unilatéral. — La promesse de bail, même unilatérale, oblige celui qui l'a consentie, sans qu'il soit besoin d'une acceptation de la part de celui envers qui on s'est obligé.

En conséquence, il y a lieu de condamner à des dommages-intérêts le propriétaire qui se refuse à réaliser le bail sous prétexte d'insolvabilité du preneur.

Ainsi jugé par la 5e chambre du Tribunal, audience du 23 mars 1843, présidence de M. Danjeau. — Plaidants : M. Imbault et Jourard, affaire Delacour contre Hobard.

Bail. — Usufruit. — Nullité. — La défense faite à l'usufruitier par les art. 393 et 1450 du Code civil de renouveler les baux de maisons plus de deux années avant l'expiration du bail courant ne s'applique pas au cas où l'usufruitier est en même temps copropriétaire de l'immeuble soumis à l'usufruit.

Les non-propriétaires de l'immeuble, qui sont en même temps héritiers pour partie de l'usufruitier, ne sont pas recevables après la mort de celui-ci, et de leur chef, à demander la nullité des baux consentis contrairement aux prescriptions de la loi.

Ils sont tenus au contraire, d'après la règle Quem de evictione, de maintenir, ou leur qualité d'héritiers de l'usufruitier, le bail qu'ils auraient pu attaquer comme propriétaires.

L'immeuble auquel ces baux s'appliquaient appartenait indivisément pour moitié à Mme Percy, et aux sieurs Larroche et consorts, héritiers de son mari, et Mme Percy avait en outre l'usufruit de la partie dont elle n'était pas propriétaire.

En 1840, Mme la baronne Percy est décédée laissant divers héritiers. Elle avait institué pour ses légataires à titre universel MM. Larroche et consorts.

MM. Larroche et des colégataires à titre universel se sont rendus adjudicataires de la maison louée à M. Lecamus, et sans tenir compte du bail à lui consenti en 1838, ils lui ont signifié congé pour le 1er avril 1843, date de l'expiration du premier bail.

(Tribunal civil de la Seine, 4e chambre, présidence de M. Phondel, audience du 24 mars. Plaidants, M. Liouville et Caignet.)

Faille. — Salaires. — Aliments. — Insaisissabilité. — Le failli auquel il n'a pas été accordé de secours sur l'actif de sa faille, a le droit d'appliquer à ses besoins personnels et à ceux de sa famille les produits de son travail manuel, lorsqu'il a été autorisé par les syndics à travailler.

Ainsi jugé par le Tribunal civil de la Seine (3e chambre), audience du 23 mars, présidence de M. Fouquet ; plaidants M. Moulin et Cliequet.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par ordonnance du Roi, en date du 23 mars, sont nommés :

Président du conseil d'appel des îles Saint-Pierre-et-Miquelon (place créée par l'ordonnance du 6 mars 1843) M. Duhamel, juge de première instance à la même résidence ;

Juge de première instance aux îles Saint-Pierre-et-Miquelon M. Robert (Eugène Jean-François), avocat, en remplacement de M. Duhamel, appelé à d'autres fonctions ;

Juge royal au Tribunal de première instance de Fort-Royal (Martinique) M. Pellissier, procureur du Roi près le même siège, en remplacement de M. Boyer, appelé à d'autres fonctions.

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Fort-Royal (Martinique), M. Boyer, juge royal au même siège, en remplacement de M. Pellissier, appelé à d'autres fonctions ;

Lieutenant de juge au Tribunal de première instance de Saint-Paul (île Bourbon), M. Laffon, conseiller-auditeur à la Cour royale de Bourbon, en remplacement de M. Lenoir, décédé ;

Conseiller auditeur à la Cour royale de Bourbon, M. Mayet, substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Saint-Denis, en remplacement de M. Laffon, appelé à d'autres fonctions ;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Saint-Denis (île Bourbon), M. Préaux, juge auditeur au même siège, en remplacement de M. Mayet, appelé à d'autres fonctions ;

Juge au Tribunal de première instance de Saint-Denis (île Bourbon), M. Debar (Charles), avocat, en remplacement de M. Préaux, appelé à d'autres fonctions ;

Greffier en chef de la Cour royale de la Martinique, M. Cazavan (Auguste), en remplacement de M. Lamotte, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite.

CONFÉRENCE DES AVOCATS. — La conférence des avocats, présidée par M. le bâtonnier, a continué aujourd'hui la discussion de la question de savoir si le peintre qui vend son tableau aliène en même temps le droit de le graver. M. Crauier, Lançon, Gabion de Bauverger, avocats, ont pris la parole pour l'affirmative. On a entendu M. Cochery, de Sevrot, Laurent-Charles Sellier, Mège, Adam, pour la négative. M. le bâtonnier a ensuite clos la discussion, et remis à la huitaine pour le résumé.

M. Poncelet, professeur à l'École de droit, est décédé hier à l'âge de cinquante-deux ans. Ses obsèques auront lieu aujourd'hui dimanche, à onze heures précises, à l'église Saint-Etienne-du-Mont. Ceux de ses amis qui n'auraient point reçu de billet de faire part, sont priés de considérer le présent avis comme une invitation à se rendre à la maison mortuaire, à l'École de droit.

Tout représentant qu'il est en tout petit de la patrie des marmottes, le ramoneur Bouillet a un air des plus fatigués. Il a fort bien compris, à dix ans, tout le parti qu'il peut tirer de l'indulgence du Tribunal devant lequel il est cité pour mendicité, et toute la pitié qu'inspire sa misère. Aussi est-ce avec le diapason moitié guilleret, moitié câlin, avec lequel il est dans l'habitude de demander un petit sou aux passans, qu'il répond aux questions de M. le président.

« Voilà, dit-il, mon beau Monsieur, comment que ça m'a arrivé. J'ai demandé un petit sou pour un gâteau. Depuis le beau temps, le ramonnage ne va guère. Je n'avais fait qu'une cheminée de six sous, et j'avais acheté deux gâteaux. N'osant pas rentrer chez le maître avec quatre sous, j'ai demandé un pauvre petit sou, et on m'a mis en prison (il se met à pleurer). Je voudrais bien ne plus être dans cette vilaine maison (il sanglote). Les autres partent dimanche pour retourner au pays, et si vous me laissez aux Madelonnettes, je ne pourrai pas aller voir maman. »

M. le président : Est-ce que, quand vous ne rapportez pas d'argent, votre maître vous bat ou ne vous donne pas à manger ?

Le petit Bouillet : Oh ! que nenni da ! Le maître est un bon enfant ; il ne bat jamais et donne à manger du bon pain.

M. le président : Pourquoi alors avez-vous dépensé l'argent que vous aviez gagné ?

Le petit Bouillet : C'est que, voyez-vous, mon beau Monsieur, j'aime bien les gâteaux aux pommes. Mais je ne le ferai plus, bien sûr, bien sûr, si vous me laissez partir au pays.

Deux braves Savoyards, l'un jeune, l'autre vieux, se présentent à la barre, et réclament le petit Bouillet.

M. le président, au plus jeune : Vous êtes, vous, cité comme civilement responsable : quel âge avez-vous ?

Le jeune Savoyard : J'ai bientôt dix-neuf ans ; c'est moi que je suis le maître. J'en ai bien soin du petit, même que je l'emmène au pays, si vous voulez bien le permettre.

M. le président, à l'autre Savoyard : Et vous, qui êtes-vous ?

Le témoin : Moi, je ne suis rien ; je suis du pays, et je pars avec eux. Je suis venu parce que le neveu n'osait pas venir ici tout seul.

M. le président : Au lieu d'avoir soin de ces enfants qu'on vous confie, vous les envoyez mendier. Vous êtes ici les seuls coupables.

Le vieux Savoyard : Oh ! sainte bonne Vierge Marie ! est-ce que vous allez nous faire tous prisonniers ?

M. le président : Non pour cette fois ; le Tribunal vous pardonne à tous ; mais n'y revenez plus !

Les deux Savoyards : Oh ! n'avez pas peur ! Dimanche en route pour le pays.

Le petit Bouillet : Oh ! que c'est donc joli ! et ioup la Catharina ! Je vais aller voir maman.

Au petit Bouillet, qui s'est fait arrêter pour avoir mangé deux gâteaux, succède sur le banc le petit Cochinal, que le péché de gourmandise a également conduit devant la police correctionnelle. Quoique âgé de deux ans de plus que Bouillet, il est plus petit que lui de toute la tête. Le petit pécheur tiendrait à l'aise dans une bottine de cavalier. Pour pouvoir répondre à M. le président, qui l'interroge, il est obligé de gravir les deux marches qui sont placées au-dessus du bureau de MM. les juges, et ce n'est encore qu'en se haussant sur la pointe des pieds et en élevant la tête qu'il peut être aperçu du Tribunal. Le jour en question, Cochinal avait été envoyé sur les quais par sa mère pour vendre des allumettes chimiques allemandes, et il avait détourné à son profit le produit de trois boîtes d'allumettes pour acheter du jus de réglisse.

Maman, dit-il, est-là qui me réclame, et je lui ai bien promis de ne pas recommencer.

M. le président, à la mère Cochinal : Au lieu de faire apprendre un état à votre enfant, vous l'envoyez mendier, car ce préjudice commerce d'allumettes n'a pour but que de dissimuler la mendicité.

La mère Cochinal : Mais voyez-le donc, Monsieur le président, il est encore si petit qu'on ne veut le prendre nulle part. Il faut pourtant bien qu'il vive, et je suis si pauvre moi-même !

M. le président : Le Tribunal sera forcé de le laisser dans une maison de correction, où on lui fera apprendre un état.

Le petit Cochinal : D'abord, moi, si je ne reste pas chez maman, je me laisserai mourir.

La mère Cochinal : Rendez-le moi, mon pauvre petit, je vous en supplie. S'il recommence à mendier, je vous l'abandonne, vous en ferez ce que vous voudrez.

Et la mère et le fils se mettent à fondre en larmes pendant que le Tribunal délibère. Mais leur désespoir se change en joie et en actions de grâces, en attendant le jugement qui ordonne la mise en liberté du petit Cochinal.

DISTRIBUTION D'IMPRIMÉS DANS PARIS. — TRANSPORT ILLICITE DE DEPÊCHES. — Les sieurs Bonnard et Campmas, directeurs de la société pour la distribution à domicile des imprimés dans Paris, et le sieur Vallay, porteur de cette administration, étaient cités aujourd'hui devant la police correctionnelle (7e chambre), sous la prévention de transport illégitime de lettres. Les deux premiers n'étaient appelés que comme civilement responsables.

C'est en 1835 qu'a pu s'établir cette société, mais à la condition qu'elle ne transporterait jamais une seule lettre cachetée, mais seulement sous une simple ou une double bande. Les commerçants qui chargeaient ces messieurs de remettre à domicile leurs circulaires ou prospectus, pensant avec raison que, la plupart du temps, les personnes occupées n'osaient pas se donner la peine d'enlever la bande de ces sortes d'envoi, et les jettaient aux papiers inutiles sans même les regarder, exigèrent que MM. Bonnard et Campmas renfermassent leurs envois dans une enveloppe cachetée. Ces messieurs y consentirent, et ils prirent la précaution d'en avertir l'administration des postes, en lui déclarant qu'ils autorisaient ses inspecteurs à violer le secret de toutes les lettres qu'ils

faisaient ainsi remettre à domicile, et de s'assurer par là qu'elles ne contenaient pas une seule ligne écrite. Mais l'administration des postes se refusa à cette mesure, et elle donna l'ordre à ses inspecteurs de saisir toutes les enveloppes cachetées que la société ferait distribuer.

C'est en vertu de cette injonction que le sieur Decourelle, inspecteur des postes, saisit, le 30 janvier dernier, sur le sieur Vallay, vingt-sept enveloppes cachetées et à destination. En vain le sieur Vallay réclama ; en vain il engagea l'inspecteur à décaucher toutes ces enveloppes pour bien s'assurer qu'elles ne renfermaient que des imprimés ; M. Decourelle, s'en référant aux ordres qu'il avait reçus, passa outre, saisit les vingt-sept missives et dressa procès-verbal de la contravention.

De là, renvoi des délinquans devant le Tribunal correctionnel.

M. de Royer, avocat du Roi, soutient la prévention, et requiert contre le sieur Vallay et contre MM. Bonnard et Campmas, comme civilement responsables, l'application des articles 1 et 5 de l'arrêté du 27 prairial an IX.

M. Baroche présente la défense des prévenus ; il invoque en leur faveur leur bonne foi évidente, et l'offre qu'ils ont faite à l'administration des postes.

Le Tribunal, après en avoir délibéré dans la chambre du conseil, a rendu le jugement suivant :

« Attendu que, d'après les lois et la jurisprudence, le service des postes est restreint aux lettres que les citoyens s'écrivent entre eux, et ne peut s'étendre aux écrits imprimés lorsque ces écrits sont susceptibles d'une vérification facile ;

« Attendu qu'il n'a été saisi en la possession de Vallay, le 30 janvier, que des écrits imprimés facilement vérifiables bien qu'ils fussent cachetés, et en formes de lettres, et que dans ces circonstances il n'y a lieu à l'application d'aucune peine contre les inculpés ;

« Le Tribunal, par ces motifs, renvoie Vallay, Bonnard et Campmas des poursuites contre eux dirigées, sans dépens. »

VOL D'UNE MONTRE. — Dans le courant du mois dernier, un soldat de la ligne étant de garde au poste du Louvre, avait laissé tomber sa bourse dans un égout dont la bouche aboutit sous le pont des Arts. Cette bourse ne contenait que peu de chose, de sorte qu'on ne jugea pas à propos de faire faire des recherches dont les frais auraient pu dépasser la valeur même de la somme qui en aurait été l'objet. Cependant, le soldat, qui paraissait tenir à sa bourse, s'entendit avec Petitlot, baigneur de chevaux, et Barré, son camarade, qui, moyennant une récompense assez minime, s'engagèrent à pénétrer dans l'égout à travers la grille même de son embouchure.

Ils ne trouvèrent point la bourse en question, mais en revanche ils ramassèrent une fort belle montre à cylindre, avec chaîne en or, d'une valeur de 200 fr. environ, et qu'un garde national également de service au Louvre avait laissé tomber dans ce même égout. Croyant la remettre dans son gousset, elle lui avait glissé des mains, et par une coïncidence assez bizarre elle avait été entraînée dans ce gouffre bourbeux. Comme le bijou en valait la peine, le garde national avait demandé l'autorisation de faire faire des recherches, qui malheureusement n'eurent aucun résultat. Toutefois le concierge du Louvre, auquel il avait conté sa mésaventure, lui avait promis de surveiller le curage prochain de cet égout, dans lequel devait nécessairement se retrouver sa montre.

Petitlot et Barré, qui l'avaient trouvée précisément peut-être parce qu'ils ne la cherchaient pas, s'empressèrent d'aller la vendre et de se partager la somme de 75 francs, moyennant laquelle on la leur avait achetée. Ils commirent quelques indiscrétions, et le bruit de leur trouvaille vint bientôt jusqu'aux oreilles du concierge, qui en avertit sur-le-champ le garde national propriétaire de la montre. Profitant des renseignements qui lui furent donnés sur les habitudes de Petitlot, le garde national alla le trouver dans un cabaret où il était attablé avec son camarade Barré.

Petitlot l'accueillit avec une certaine effronterie : « Est-ce que vous ne me reconnaissez pas, bourgeois ? c'est moi que vous aviez chargé de faire les premières recherches ; mais comme vous ne m'aviez donné que 2 francs de pour-boire, n'y a pas de mal que je n'aie rien trouvé. Donc, pour vous punir de votre juvénilité, j'ai été plus heureux une autre fois ; ça vous apprendra à être plus généreux. Enfin, je l'ai trouvée, votre chère montre ; et tenez, je suis encore bon garçon, et sans rancune, j'espère ; si vous voulez me payer une bonne bouteille de vin, à 75 centimes par exemple, et cachet vert ; je vous dirai où vous pourrez encore la rattraper. »

Malgré le dégoût que lui inspirait ce cynisme, le garde national fit apporter la bouteille demandée ; mais à peine Petitlot l'eut-il bue, qu'il s'écria en ricanant : « Il était bon, tout de même, le rouge à 75 centimes, et surtout pas cher ; mais c'est égal, vous n'en saurez pas davantage, car le bijou à peine trouvé a été vendu à un individu qui ne l'a pas laissé moisir, et pour le quart d'heure la clé, la chaîne et la boîte ne font qu'un dans un même lingot, car le tout a été fondu. »

Indigné d'avoir été ainsi pris pour dupe, le propriétaire de la montre porta plainte contre Petitlot et Barré, qui savaient très bien à qui appartenait ce bijou qu'ils avaient trouvé ; et le Tribunal, conformément aux conclusions du ministère public, leur faisant application de la loi, a condamné Petitlot à treize mois de prison et Barré à trois mois de la même peine.

VOL DE LIVRES. — Trois chasseurs appartenant au 6e régiment, les nommés Pierre-Louis Desales, Louis-Joseph Vergely, et François Chary, avaient formé entre eux, aux approches du jour de l'an, une association qui avait pour but d'exploiter les étalages des marchands de la ville de Provins. Le premier vol qu'ils commirent fut exécuté chez la dame Ratel ; tandis que Desales et Vergely occupaient cette marchande à leur montrer des gilets de laine, le troisième, Chary, trouvait moyen de disparaître en emportant avec lui trois de ces gilets dont il s'empressa de faire le partage avec ses deux camarades dès qu'il eurent quitté la boutique.

La petite bande ainsi organisée et fière de ce premier succès, entra chez un autre marchand, et par les mêmes moyens, ils s'emparèrent d'une pièce de coutil de cinquante mètres. Puis vint le tour d'un marchand quincaillier chez lequel ils déroberent une certaine quantité de limes, et ils terminèrent leur journée en exploitant la librairie tenue par la dame Caqueray.

Sans distinction de choix des livres, et se déterminant par les apparences de la reliure des volumes, les trois chasseurs emportèrent une douzaine de volumes, soit profanes soit religieux. Leur pacotille ainsi formée, les trois associés tâchèrent de la vendre le plus tôt possible, et ils la livrèrent aux acquéreurs qui leur firent les premières offres. C'est ainsi qu'avec ce produit ils célébrèrent largement à la cantine l'heureuse arrivée de l'année 1843.

Mais ce premier jour de joyuseté fut suivi de jours moins heureux. On s'aperçut bientôt de leur dissipation, qui, ayant éveillé l'attention scrupuleuse des chefs du corps, les mit sur la voie de leur coupable association. De leur côté, les marchands s'étaient communiqués leurs plaintes et leurs soupçons ; par la similitude des circonstances qu'ils se rapportèrent, ils furent amenés à conclure que les trois chasseurs étaient leurs trois voleurs. Toutes ces circonstances, rapportées au colonel du 6e régiment de chasseurs, déterminèrent cet officier

supérieur à livrer les trois inculpés à la justice du Conseil de guerre.

Desales, Chary et Vergely nient quelques-uns des faits qui leur sont imputés, mais ils avouent la majeure partie. Ils se défendent réciproquement en rejetant l'un sur l'autre l'action principale de toutes les soustractions qui ont été commises.

M. le président, à Vergely : N'est-ce pas vous qui avez donné des livres à la cantinière ?

L'accusé : C'est Desales et moi qui les lui avons donnés pour ses étrennes. C'était un livre d'église.

M. le président : Il est dit dans l'instruction que vous ne savez pas lire ?

L'accusé : Je sais lire un tout petit peu, quand c'est en gros caractères ; mais c'est Desales qui a dit qu'il fallait faire ce choix pour la cantinière, et nous l'avons payé 3 francs.

Chary, interrogé à son tour, prétend qu'il n'a pas pris part à ces vols imputés à ses camarades, et qu'il a été de bonne foi en acceptant un gilet de laine provenant du premier vol.

M. Mévil, commandant-rapporteur, soutient l'accusation, qui est combattue par M. Cartelier au nom des trois accusés.

Le Conseil déclare Vergely et Desales coupables de tous les faits compris dans la plainte, et Chary coupable de l'un de ces faits seulement ; en conséquence, les deux premiers sont condamnés chacun à trois ans d'emprisonnement, et le troisième à deux mois de la même peine.

EXPOSITION PUBLIQUE. — Ce matin, à onze heures, a eu lieu sur la place du Palais-de-Justice l'exposition de neuf des principaux condamnés dans les dernières sessions des assises du département de la Seine, notamment dans l'affaire des 79 voleurs, et de celle dite de la bande de la femme Lander, fameuse recéleuse et voleuse effractionnaire.

Attachés à la première rangée des poteaux infamans, et faisant face à la grille du Palais, on remarquait Louis Vautrin, recéleur, complice des méfaits de la bande Charpentier, condamné à quinze ans de travaux forcés ; Alexandre Tellier, condamné à douze ans, appartenant à la même bande ; Louis-François Billière, forçat libéré, condamné en récidive à vingt-cinq ans de travaux forcés par le même jury ; ce dernier affectait un vif repentir, et contrastait par ses pleurs avec ses deux acolytes, dont le cynisme éclatait en propos grossiers et en rires insultans.

Sur le côté gauche de l'échafaud étaient exposés Leudet, Jean, Alfred, le complice de la femme Lander, voleur audacieux et recéleur habile, et les deux maisons situées rue des Gravilliers et rue Saint-Jacques semblaient un centre où aboutissait le produit de tous les vols importants. Cet individu condamné à douze ans de travaux forcés, se trouve impliqué dans les procédures qui s'instruisent en ce moment contre les nouvelles bandes du Faubourg Saint-Germain et autres, dont la police a fait la capture. Saufroy et Lepère, tous deux de la bande Charpentier, condamnés l'un à dix ans, l'autre à huit années de travaux forcés, causaient à voix basse, avec Leudet, qui semblait les encourager à braver les regards et l'animadversion de la foule.

Au côté droit, trois condamnés étaient également exposés ; d'abord Maitresse (Pierre-Joseph), ce hardi voleur qui, tandis que le sieur Piquand, marchand de vins rue Saint-Denis, au coin de la rue des Filles-Dieu, célébrait le mariage de sa fille, cachait les portes, brisa les meubles, et s'empara d'une quinzaine de mille francs en espèces et en billets composant la dot du jeune ménage. Cet individu, condamné deux fois à dix ans de travaux forcés, aura ainsi vingt années à passer au bagne ; Gelée (Eugène-Nicolas), forçat libéré, était attaché près de Maitresse ; vingt années de travaux forcés ont également été prononcées contre cet individu, qui, exerçant ostensiblement la profession de liquoriste, rue des Marais-Saint-Martin, était un des principaux recéleurs de Paris.

Le dernier des condamnés exposés enfin, vieillard sexagénaire auquel il avait fallu donner un tabouret pour le soutenir, était le nommé Vidal-Fonblanc, condamné à douze ans de travaux forcés. Celui-ci, professeur de belles-lettres, et ayant une assez nombreuse clientèle d'élèves en ville, était marié à une femme vouée également à l'instruction et reçue à ce titre dans plusieurs pensionnats et dans l'intérieur d'honnêtes familles ; ces deux misérables mettaient à profit cette circonstance, étudiaient les localités, prenaient des empreintes de clés et de serrures, et indiquaient ensuite les vols à commettre aux malfaiteurs avec lesquels ils entretenaient des relations, et dont ils étaient à la fois les complices et les recéleurs. La femme Vidal-Fonblanc, qui a été condamnée en même temps que son mari, subira plus tard à son tour sa peine.

Lundi 27, mardi 28 et mercredi 29, d'autres condamnés, appartenant pour la plupart aux mêmes bandes, subiront successivement la peine de l'exposition prononcée contre eux. Le dernier jour, la fille Javoite, ancienne maîtresse de Lacenaire, et condamnée dans l'affaire des soixante-dix-neuf, sera exposée avec d'autres femmes.

VOL PARÉS ET MASQUES. — Dans la nuit de jeudi dernier, des agens placés en surveillance aux abords de la salle de l'Opéra, où la foule se portait pour le bal de la mi-carême, ont arrêté en flagrant délit deux voleurs, Hippolyte, âgé seulement de vingt-trois ans, et qui a déjà été traduit quatorze fois en justice pour vol, vagabondage, tenue de jeux prohibés, etc., et Alfred, deux fois repris pour vol et vagabondage.

Ces deux individus, au moment de leur arrestation, exploitaient avec une rare dextérité les poches des masques et des curieux, sous le péristyle qui relie le passage de l'Opéra à l'entrée du vestibule du théâtre.

On a saisi sur eux une assez forte somme d'argent contenue et divisée dans plusieurs bourses que leurs propriétaires pourront réclamer à la préfecture de police ou au greffe, où elles ont été déposées.

Le syndicat des courtiers jurés pour les vins et eaux-de-vie a versé pour le compte de la compagnie la somme de 300 francs dans la souscription ouverte au profit des victimes des désastres de la Guadeloupe.

Par ordonnance du Roi du 7 mars 1843, M. Frémy, ancien principal clerc de M. de Betheder et Chauveau, avoués à Paris, a été nommé avoué près le Tribunal civil de Senlis (Oise), en remplacement de M. Beauflis.

Ce soir, à l'Opéra Comique, *Diamans de la couronne* et *Richard* par l'élite de la troupe.

L'Oléon offre aujourd'hui au public du dimanche un spectacle composé avec un goût parfait : *Le Misanthrope*, par Bocca, et *le Mariage de Figaro*, avec Mme Dorval dans le rôle de la comtesse.

Depuis quelque temps la foule a pris le chemin des Variétés. Hier bien des personnes n'ont pu trouver place pour voir *les Buses-Graves*, et la jolie pièce du *Mariage au Tambour*.

Les principaux organes de la presse quotidienne se sont plu naguère à constater l'importante utilité du *Cercle littéraire Valois*, situé au Palais Royal, galerie de Valois, 156, depuis plus d'un demi-siècle. Cet établissement, déjà si riche, vient encore d'ajouter à ses nombreuses collections politiques,